



# VIGILANCE ET ACTION

"Il n'y a qu'une seule fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".

"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction"

bulletin de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE (M.I.L.)

N° 40 OCTOBRE/NOVEMBRE 1990

ISSN 0989-3237

# REHABILITER LA CONDITION MILITAIRE

par **Robert PANDRAUD**  
Ancien Ministre de la sécurité  
Député de Seine Saint Denis

Quelle est la catégorie de Français dont le pouvoir d'achat s'est le plus détérioré depuis 1978 ? Ne cherchez pas : ce sont les militaires. Personne en France n'a subi depuis dix ans une telle baisse de son niveau de vie.

En moyenne, de 1978 à 1988, avec une nette accélération à partir de 1981, les officiers ont perdu 7,93 % de pouvoir d'achat et les sous-officiers, 8 %. Selon les grades, on peut observer des pointes à 10,19 % par exemple pour les colonels et les généraux ou 9 % pour les majors (le grade le plus élevé des sous-officiers).

La dernière revalorisation de la condition militaire date de 1975-76, sous l'impulsion d'Yvon Bourges et de Marcel Bigeard. Depuis, malgré les flots de bonnes paroles, rien !

Pourtant, dans le même temps, la formation intellectuelle, professionnelle des sous-officiers comme des officiers, s'est considérablement améliorée. A Saint-Maixent, qui forme les sous-officiers d'active, trois compagnies sur quatre sont composées de bacheliers. Pour les officiers, depuis la réforme Henu, le jeune sous-lieutenant qui sort de Saint-Cyr a fait, après son baccalauréat, deux années de préparation et trois années d'école à Coëtquidan. Beaucoup d'entre eux, parmi ceux qui ont choisi le concours scientifique pour entrer à Saint-Cyr, ont un diplôme d'ingénieur. Ils seront néanmoins confinés, contrairement à leurs homologues civils, dans la catégorie B de la fonction publique et devront attendre le grade de chef de bataillon

pour accéder à la catégorie A. C'est encore plus vrai pour les officiers et sous-officiers de la gendarmerie, recrutés à un niveau de plus en plus élevé et dont la formation technique et judiciaire leur donne une compétence bien mal récompensée.

On n'entre pas dans la carrière militaire par esprit de lucre, mais tous, du sous-officier à l'officier général, ressentent profondément la prolétarianisation rampante qui les atteint et surtout l'injustice, qui veut qu'à qualification égale ils reçoivent un salaire inférieur à celui des autres fonctionnaires de l'Etat.

Cette prolétarianisation croissante qui accompagne la baisse continue du niveau de vie des militaires de carrière - dont ils voudraient être certains qu'elle n'est pas sciemment décidée - est décuplée par les contraintes qui leur sont imposées.

## UNE PROLETARISATION RAMPANTE

En premier lieu, la mobilité géographique qui est de 2 à 3 ans pour les officiers et de 5 à 7 ans pour les sous-officiers, justifiée certes par les opérations extérieures, la formation permanente, le "temps" de commandement etc..., prive les conjoints de la possibilité de trouver un emploi et d'apporter au foyer un deuxième salaire souvent réellement nécessaire. Beaucoup de bases

# REHABILITER LA CONDITION MILITAIRE (suite)

militaires situées dans les centres de villes ayant été, pour dégager des ressources budgétaires, transférées en rase campagne, à la difficulté de trouver un emploi s'ajoute pour l'épouse du militaire de carrière celle, coûteuse, de l'éducation des enfants. En France, contrairement à ce qui se passe par exemple en Allemagne, aucun système de primes ne vient compenser cette mobilité géographique.

La deuxième contrainte est celle du logement. En région parisienne, pour 7000 demandes, 3000 logements militaires sont fournis par l'administration, dont un tiers d'ailleurs est affecté aux civils de la défense. Pour la plupart, ces logements qui abritent aussi bien officiers supérieurs qu'officiers subalternes ou sous-officiers ont été construits dans les ZUP éloignées avec les problèmes de promiscuité, d'environnement, de sécurité et de transport que l'on connaît, qui confortent ceux qui les habitent dans l'idée qu'ils appartiennent décidément aux catégories les moins favorisées de la fonction publique.

Et puis, à la différence de la majorité des Français qui, aujourd'hui, sont propriétaires de leur logement, l'accession à la propriété est, de facto, déniée aux militaires. Leur résidence fiscale étant celle de leur lieu de travail, qui, comme l'on sait, change tous les 2 ou 3 ans, les militaires de carrière ne peuvent bénéficier des prêts bonifiés pour acquérir un logement dans un lieu qui ne coïncide évidemment pas avec celui-ci.

Voilà la situation des militaires de carrière aujourd'hui. S'ils n'en avaient pas conscience eux-mêmes, les épouses, confrontées quotidiennement aux difficultés matérielles, car par tradition il faut faire face, il faut tenir son rang, ne manqueraient pas de les ramener à la réalité : ils sont les grands oubliés de la croissance, les méprisés de la France contemporaine. Beaucoup craquent : le nombre de divorces, dans un milieu traditionnellement attaché aux valeurs familiales, s'est multiplié ; les suicides atteignent un niveau inquiétant. Les "politiques" du ministère de la défense ne peuvent pas ignorer que le "moral", qui fait l'objet d'un rapport réglementaire de chaque chef de corps, est partout en baisse. C'est plus grave que de la morosité ; ce n'est peut-être pas du désespoir, mais c'est certainement une absence généralisée de tous espoir de sortir de leur modeste condition.

Déçus dans leurs légitimes revendications matérielles (parité indiciaire avec les

fonctionnaires civils, primes de mobilité géographique), les militaires ne trouvent ni dans l'environnement mondial, ni dans l'opinion française, ni dans la politique du gouvernement socialiste de raisons d'espérer des compensations d'ordre moral ou de prestige. La gorbimania a eu un effet démobilisateur sur une opinion qui se demande, à tort, à quoi sert aujourd'hui l'armée.

L'antimilitarisme, notent-ils, renaît comme au début des années 70.

## LA FUITE DES MEILLEURS ELEMENTS

De nombreux bastions, où les plus brillants d'entre eux aspiraient à servir, leur sont ôtés l'un après l'autre au profit des civils, comme si le pouvoir politique les jugeait congénitalement incapables d'assumer ces hautes fonctions : ainsi, depuis quelques mois, des organismes importants de la défense nationale ont été confiés à des civils ; la fondation pour les études de défense nationale, à un ancien ambassadeur socialiste ; la revue de défense nationale, à un journaliste. La DGSE va voir ses effectifs militaires ramenés de 2/3 à 1/3. Tous concourent à leur faire sentir le peu de considération dans lequel on les tient, jusqu'aux chefs des armées qui, depuis deux ans, sont tolérés Hôtel de Brienne, uniquement pour raisons de service.

Il n'est pas étonnant, par conséquent, que l'armée se vide, jour après jour, de ses meilleurs éléments, en particulier des jeunes colonels qui démissionnent actuellement au rythme de deux par semaine.

Evidemment, tout cela ne fait pas beaucoup de bruit. L'armée républicaine ne peut pas être un groupe de pression politique ; elle est représentée exclusivement, pour exprimer ses revendications les plus légitimes, par sa hiérarchie qui est aux ordres du Gouvernement, et il ne peut pas en être autrement. Elle n'a pas le droit de grève et elle ne peut même pas faire la grève du zèle, comme les gendarmes. Elle ne présente aucune menace pour l'ordre public, mais malheur au gouvernement de la France qui resterait sourd à la désespérance de ses soldats !

# L'ECONOMIE ETRANGLEE PAR LE SOCIALISME

par **B.C. SAVY**  
Secrétaire général des Clubs Avenir et Liberté,

Tous les clignotants au rouge. En deux ans, la gauche a épuisé la prospérité léguée par la droite. Politique économique inadaptée à une société industrielle moderne.

Avant même de comptabiliser la facture pétrolière, les socialistes sont venus à bout de notre prospérité économique.

Certes, aussi longtemps que la France a vécu sur sa lancée, avec ses réserves et sa croissance que lui a léguées le gouvernement Chirac, personne ne s'est soucié de contester les mérites du pouvoir. Il est pourtant classique de constater que, lorsque la gauche succède à la droite, elle met deux ans à épuiser, dans une apparente générosité, la prospérité qu'elle lui a laissée, alors que, si la droite succède à la gauche, elle met deux ans à résorber, dans une austérité impopulaire, les dettes et les déficits qu'elle a trouvés.

Cette situation se vérifie car les clignotants sont passés au rouge. Déjà on nous annonce pour 1990 :

- une augmentation du déficit de la balance extérieure de 25 % qui va la porter à plus de 50 milliards ;
- une augmentation de l'inflation de plus de 20% qui va voisiner 3,6 % ;
- une baisse de la croissance de 35 % qui va tomber de 4 % à 2,6 % ;
- et, par voie de conséquence, une augmentation du chômage, car un point de croissance correspond, en gros, à 100 000 emplois.

Il ne s'agit donc pas de la crise pétrolière dont les Français paieront la facture en 1991, puisqu'il faudra trouver plus de 30 milliards pour acheter un carburant plus cher, plus un réajustement du budget militaire, des allègements à apporter aux entreprises, etc.

Il se confirme que la politique actuelle reste inadaptée aux besoins d'une société moderne industrialisée, même si cette situation nouvelle va servir d'alibi aux mesures déjà engagées pour pallier l'inévitable déficit qu'engendre partout le socialisme. Nous revenons à la situation d'avant 1986, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Déjà, en diminuant les dotations aux communes, le gouvernement les force à payer des impôts locaux accrus ; comme cela il dégage, apparemment, sa responsabilité.

Ensuite, il s'attaque à l'épargne en étendant l'impôt de solidarité, même s'il décourage l'investissement, puisqu'il concerne l'argent qui a payé l'impôt.

De même, c'est sur cette base :

- que l'on va éponger le déficit de la retraite à soixante ans, dont les 3,3 millions de bénéficiaires nouveaux, de moins de soixante-cinq ans, représentent 33 % des 11 millions de retraités et expliquent à eux seuls ce déficit...
- que l'on va calculer les nouveaux impôts mobiliers et fonciers : certains paieront plus pour un studio que pour un 6 pièces ;
- que l'on envisage de modifier les droits de successions : le fils, qui aura réussi, aura moins de droits que son frère plus modeste ou plus dépensier !
- que l'on songe à pénaliser l'outil de travail, nécessairement créé et amélioré par l'épargne, ce qui obligera beaucoup d'entrepreneurs à vendre et à débaucher. Au passage, on récupérera leur plus-value, que l'on va augmenter, sur la base du prix de départ toujours moins réévalué... Malheur aux propriétaires de bureaux de certaines villes où les taxes annuelles nouvelles ne peuvent que les plonger dans la méditation, tandis que les taxes de création, allant jusqu'à 1 600 FRS le mètre carré, découragent les investisseurs et privent les chômeurs d'emplois nouveaux, notamment dans la région parisienne...

## **L'ETAT PATRON, L'ETAT PROVIDENCE.**

Voici revenu l'Etat patron, qui ne nationalise plus, mais embauche toujours plus de fonctionnaires mal payés, qui remet 12 milliards de dettes à la Régie Renault, fait racheter UTA par Air France, pour lui venir en aide, bien sûr. En attendant, il impose toujours la concurrence des services publics sur le privé, dans l'automobile, l'aéronautique, les transports, l'audiovisuel, etc. Quand il ne l'étend pas, comme aux PTT qui vend des Sicav ou des assurances.

L'Etat doit pourtant aider les citoyens à s'épanouir et n'est pas là pour prendre leur place. N'oublions pas non plus l'Etat providence, qui désresponsabilise, et assure la sécurité de tous, en répartissant la pénurie, y compris le RMI aux immigrés, dont 100 000 de plus chaque

# L'ECONOMIE ETRANGLEE PAR LE SOCIALISME (suite)

année viennent chercher cette manne inespérée.

A cet égard, la situation ne fait que s'aggraver et ce n'est pas en se contentant de condamner l'intolérable racisme, qui n'en est que la conséquence, que l'on résout les problèmes de l'immigration. C'est plutôt en mettant fin au laxisme qu'on l'améliorera, mais ce serait aussi se priver d'un futur électorat qui ne va pas tarder à être nécessaire...

Cette politique d'irresponsabilité ruine la France et n'apporte pas de solutions. Le social atteint 2000 milliards, autant que les salaires, 37 % du produit intérieur brut marchand !

La Sécurité sociale est en déficit. On éponge les pertes de l'assurance vieillesse avec les excédents de l'assurance maladie ou des allocations familiales et, après en avoir épuisé les réserves, on veut rationner les soins pour réduire les dépenses, au lieu d'encourager la famille et la natalité. Tout au contraire, un couple marié paie, dans certains cas, plus d'impôts que s'il ne l'était pas. S'il a économisé, il paye l'impôt de solidarité à partir de 4 millions, et deux concubins à partir de 8 ! Les ménages sans enfant peuvent avoir deux retraites, mais ceux où la mère n'a pas travaillé pour élever ses enfants n'en aura qu'une ! Et le comble est que les deux retraites des ménages sans enfants sont payées par les enfants de ceux qui n'en ont qu'une !

## LE TEMPS DE LA RESPONSABILITE

Le temps de la résignation est révolu. Déjà, à la technocratie française va succéder l'eurocratie de Bruxelles. Un danger ne console pas d'un autre, mais il est temps de faire le ménage chez nous.

Il faut donc imposer un changement profond et redynamiser l'opposition, car personne ne doit oublier que la France est toujours dirigée par un pouvoir socialo-communiste (que ferait le parti socialiste sans les voix du parti communiste ?).

C'est par le fruit du travail, la récompense de l'effort, la hiérarchie des valeurs, les liens de la famille et l'attachement à la nation que l'on créera en France une société de liberté, de responsabilité et de solidarité. Ce n'est pas la voie la plus facile, mais la seule qui peut conduire au progrès, à l'indépendance, au succès.

extrait de la rubrique Opinions du FIGARO du jeudi 1er novembre 1990

## LES CAMPAGNES ACTUELLES DU MIL

Le MIL a lancé, mi-octobre, trois campagnes sous forme d'affiches. Les thèmes sont les suivants :

## SOCIALISME TOUJOURS PLUS D'IMPOTS

## NATURALISATION MASSIVE INVASION LEGALE

## UNION DES DROITES CONTRE LA GAUCHE

DECOUPER OU A RECOPIER ET A RENVoyer AU MIL 4 rue P. Mistral 75015 Paris. Tel : 45 54 15 57		VIGILANCE & ACTION
Je, soussigné(e), déclare vouloir adhérer au Mouvement Initiative et Liberté (MIL) (OUI/NON) déclare vouloir s'abonner au bulletin "VIGILANCE & ACTION" (OUI/NON)		est édité par le
NOM : ADRESSE :	PRENOM :	MOUVEMENT INITIATIVE & LIBERTE
DATE ET LIEU DE NAISSANCE : PROFESSION :	TELEPHONE : ETABLISSEMENT :	Directeur de la publication A. DECOCQ
COTISATION MEMBRE : 100 Frs COTISATION DE SOUTIEN : 500 Frs COTISATION BIENFAITEUR : à partir de 1000 Frs ABONNEMENT AU BULLETIN : 150 Frs (les adhérents reçoivent automatiquement le bulletin V&A) (La carte d'adhérent du MIL est renouvelable chaque année. L'année 1991 débute du 1 <sup>er</sup> octobre 1990 au 31 décembre 1991)	DATE : SIGNATURE :	Imprimerie Lemaire 95000 Cergy-Pontoise
		Dépôts légal à parution